



→ Majorité municipale

Morsang
Ville à vivre

L'agglomération crée son nouvel impôt avec l'appui de l'extrême gauche Morsainoise !

Alors que nous sommes en pleine crise sanitaire et que nos concitoyens souffrent, le Président de Cœur d'Essonne a fait adopter jeudi 8 avril le budget primitif 2021 de l'agglomération moyennant une taxe sur les propriétés foncières bâties passant de 0% à 2,9% ! Une charge nouvelle de 70 à 120 euros par an pour les propriétaires de l'agglomération qui s'ajoutera à l'augmentation de 30% de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères votée le soir même. Au final : entre 120 et 250€ de plus à payer pour les contribuables morsainois !

Comme l'ensemble des élus communautaires qui se sont mobilisés dans le cadre

du collectif « Non à l'impôt de l'agglo ! » vos élus Morsang Ville à Vivre siégeant au Conseil communautaire ont voté contre la création de ce nouvel impôt.

Au cours d'un débat de près de 4h, particulièrement éprouvant et parfois teinté de propos peu respectueux, nous avons fait valoir nos arguments pour convaincre le Président de renoncer à cette décision injuste. Contrairement à ce qui a pu être dit et écrit avec un certain culot et beaucoup de démagogie, le collectif d'élus engagés contre l'impôt a présenté des contre-propositions.

Nous n'avons jamais prôné la suppression de services. Nous plaitions pour l'adoption d'un budget de transition pour engager la naissance d'un débat sur le fonctionnement de l'agglomération. Car nous estimons qu'il est de la responsabilité de tout élu local que de trouver des solutions face aux difficultés. La question de la fiscalité ne doit être posée qu'après avoir envisagé toutes les pistes d'optimisation, en totale transparence avec les habitants.

C'est ce que nous avons exprimé dans le cadre d'amendements pour combler le déficit de 9 millions d'euros restant après la

hausse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

En abaissant d'1 million d'euros le train de vie de l'agglomération (dont une réduction de moitié des indemnités des élus), en diminuant le soutien de l'agglo aux communes, en différant le financement des investissements dont la réalisation - dans le calendrier fixé - est rendue impossible du fait de la Covid, en réaffectant ces économies à la section de fonctionnement, en vendant un terrain et en reportant la réalisation de la provision pour contentieux après affectation du résultat et le vote du compte administratif 2020, nous y arrivions.

La représentante de l'extrême gauche morsainoise, qui pourtant avait dit en conseil municipal qu'elle « ne participerait pas au bal des faux c... » lors du vote de l'impôt communautaire, s'est faite l'ardente défenseuse du nouvel impôt ! Comprenez qui pourra... N'est ce pas la même qui se prévalait de la non augmentation des impôts locaux à Morsang ? Manifestement, elle a préféré privilégier le dogme politique sur le travail et la prise en compte des difficultés que vivent nos concitoyens. Il est vraisemblable que ce revirement ne sera pas le dernier. À suivre.

Marianne DURANTON, Florence LÉBOUC, Didier CHARNET, Brigitte HOCHART, Augustin DUMAS, Elisabeth ROLANDO, Axel DOUAILLY, Virginie BUISSON, Marc CONILLEAU, Dominique DESCHAMPS, Choukri DEHANE, Théophile LE GUERN, Béatrice GUYON, Nicole LEBEAU, Jacques PÉREZ, Patrick LEFEBVRE, Pierre MOREAU, Isabelle MALLET, Boubou SOW, Nelly REGEAMORTEL, Isabelle DA SILVA, Thibault MANCHON, Karine NACHTERGAELE, Sylvie DA PAIXAO, Florent BEURDELEY, Vanessa MALONGA, Véronique ALIX

→ Opposition municipale

Morsang pour tous,
tous pour **Morsang !**

Chacun pour soi ou faire ensemble ?

Santé : il y a urgence !

Après les mensonges sur les masques, les tests, le « Ségur de la santé », voici la gestion à la petite semaine de la vaccination. Voilà ce qu'il en coûte de laisser Big Pharma dicter sa loi, se goinfrer d'argent public tout en licenciant comme Sanofi, et vendre les vaccins au plus offrant. Le dévouement des professionnels de santé n'est pas en cause. Mais à force de sabrer l'hôpital public et de livrer le « rentable » aux cliniques, le gouvernement en est réduit à faire déprogrammer de nombreuses interventions. Avec un risque considérable pour les patients atteints de pathologies comme les cancers !

Une autre ordonnance à prescrire

Arrêter les fermetures d'hôpitaux, de lits, augmenter les capacités en réanimation,

revaloriser les carrières à l'hôpital... : il n'est pas trop tard pour bien faire. Pas trop tard non plus pour soutenir la demande de l'Organisation mondiale de la santé de lever les brevets sur les vaccins pour en augmenter massivement la production, pour tous les pays. Tout comme il y a urgence à vacciner les enseignants et les professionnels auxquels nous confions nos enfants, à équiper les salles de classe de purificateurs d'air...

Avec quels moyens ? entre mars et décembre 2020, les 42 (!) milliardaires que comptent la France ont vu leur fortune augmenter de 175 milliards d'€. C'est deux fois le budget de l'hôpital !

Prévention ou démagogie sécuritaire ?

Depuis quelques mois, Morsang vit des phénomènes inédits de violences, de bagarres... Et une recrudescence de cambriolages, de véhicules brûlés et d'incivilités. Mme Duranton, qui n'a pas plus à redire sur les baisses d'effectifs de la police nationale ou de la justice que sur les fermetures d'hôpitaux, promet un Contrat local de sécurité et de prévention de la délinquance. La belle affaire, après avoir liquidé l'Espace citoyen prévention sécurité qui réunissait tous les acteurs de terrains de la

ville ou la Cellule de veille éducative avec l'Education nationale. L'articulation entre éducation, prévention, accompagnement, sanction et réparation est un travail quotidien, qui doit mobiliser les pouvoirs publics, les citoyens, les associations... Cela mérite mieux que cette démagogie !

Cœur d'Essonne Agglomération : la manipulation fait pschittt...

Le mois dernier, nous dénoncions la manœuvre de Mme Duranton et ses amis qui sonnaient le tocsin contre « l'impôt de l'agglo », sans rien expliquer de la situation et de la responsabilité de l'État. Alors que l'agglo travaille au budget depuis 6 mois, c'est le soir même du vote qu'ils ont déposé un amendement qui aurait abouti à un budget « insincère », c'est-à-dire illégal ! Pourtant, ces bonnes gens qui s'émeuvent ici d'une taxe foncière à 2,9%, ont voté au Département une hausse 10 fois plus forte que rien ne justifiait ! Pitoyable...

Secours populaire : parce que toute atteinte à l'indépendance de la vie associative nous révolte, comme de très nombreux Morsainois.es, continuons à signer et faire signer la pétition. Le SPF doit garder son local du Bric-à-brac !

Marie-Claire ARASA, Arlette BOUCHON, Jean-Michel BRUN, Marlène LATOUR, Yannick LEMAIRE, Emma MIRANDA, Maïmouna N'DIAYE, Pierre SPINOSA